

BRÈVES ÉCONOMIQUES Canada

Une publication du SER d'Ottawa
Semaine du 2 au 9 février 2024

Actualités macroéconomiques

Le Canada adopte un nouvel accord de libre-échange avec l'Ukraine

La Chambre des Communes a définitivement adopté un nouvel accord de libre-échange avec l'Ukraine. Les élus du Parti conservateur sont les seuls à s'être opposés à la ratification de l'accord. Les conservateurs s'opposaient en particulier à une disposition environnementale de l'accord qui appelle l'Ukraine et le Canada à promouvoir une tarification carbone. Les députés libéraux ont accusé les conservateurs de faire le jeu de la Russie en portant atteinte au consensus qui prévalait jusqu'alors au sujet du soutien canadien à l'Ukraine. Le Canada et l'Ukraine jouissent déjà d'un accord de libre-échange depuis 2017. Ce nouvel accord, négocié entre 2022 et 2023, vise à couvrir des domaines qui sont essentiels à la reconstruction de l'Ukraine comme les investissements ou le commerce de services.

Le gouvernement fédéral multiplie les mesures sur le front du logement

La ministre des Finances Chrystia Freeland a annoncé 199 M CAD (130 M€) d'aides pour soutenir l'Allocation canadienne pour le logement, qui permet de couvrir une partie des loyers des ménages les plus modestes. Elle a également annoncé la prolongation jusqu'en 2027 de l'interdiction d'achat de biens immobiliers au Canada par des étrangers (sauf exceptions), soit deux années de plus que prévu. Parallèlement, le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem a rappelé les limites de la politique monétaire, indiquant qu'elle ne suffira pas à elle seule à stabiliser le

marché du logement et insistant sur les gains de productivité nécessaires pour accroître les constructions.

Le plafonnement des émissions de CO2 pourrait coûter 600 Md CAD à l'économie canadienne

Un rapport du *Conference Board of Canada* commandé par le gouvernement albertain alerte sur les conséquences potentielles de la politique de plafonnement des émissions par le gouvernement fédéral : selon ce rapport, entre 82 000 et 151 000 emplois pourraient être perdus d'ici la fin de la décennie. Le PIB nominal canadien pourrait également se contracter de 600 Md CAD (400 Md€) entre 2030 et 2040. Les recettes du gouvernement albertain pourraient être réduites de 73 Md CAD (48 Md€) et celles du gouvernement fédéral de 84 Md CAD (55 Md€). Le gouvernement fédéral prévoit de publier son projet de Loi de plafonnement des émissions de CO2 cette année : il viserait une réduction des émissions d'un tiers par rapport à 2019 d'ici 2030 et pourrait entrer en vigueur dès 2026.

Les faillites d'entreprises doublent en deux ans

Selon Statistique Canada, 4 810 entreprises ont fait faillite en 2023, contre 3 402 en 2022, soit un bond de 41 % en un an et un doublement par rapport aux 2 480 faillites enregistrées en 2021. Le directeur de l'Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité et de la réorganisation, André

Bolduc, estime que cette année pourrait être encore pire, en raison de la fin des programmes d'aide financière de l'ère COVID et du fait que les consommateurs disposent d'un revenu disponible nettement inférieur. Pour mémoire, depuis fin janvier, les entreprises qui avaient encore un solde à rembourser sur leurs prêts d'urgence fournis durant la pandémie ont été confrontées à des

paiements à un taux d'intérêt d'au moins 5 % sur ce qui était auparavant un prêt sans intérêt.

Entreprises

Bell Media supprime 4 800 emplois et met en vente la moitié de ses stations de radio

Bell Media a annoncé la suppression de 4 800 emplois, soit 9% de ses effectifs, ainsi que la mise en vente de 45 de ses 103 stations de radio régionales. Les stations affectées concernent les provinces de Colombie-Britannique, l'Ontario, le Québec, et les provinces atlantiques. Bell Media prévoit de ne pas remplacer les postes actuellement vacants et ne pas renouveler les départs avant de procéder à des coupes dans ses effectifs, ce qui signifie que moins de 4 800 personnes seront effectivement licenciées. Le plan de restructuration devrait être finalisé d'ici la fin du printemps. Bell Media a justifié sa décision en indiquant que les radios étaient en perte de vitesse, concurrencées par les médias sociaux.

La justice valide le moratoire sur la fourniture d'électricité aux sociétés de crypto-minage en Colombie-Britannique

La société de minage de crypto-monnaies Conifex Timber a perdu sa tentative de forcer le fournisseur d'électricité de Colombie-Britannique BCHydro à lui fournir les quantités d'électricité exigées pour ses activités. Cette décision de justice confirme le moratoire du gouvernement provincial visant à suspendre le raccordement électrique de nouvelles sociétés de minage de crypto-monnaies. BCHydro estime que Conifex consommerait à elle seule l'électricité nécessaire pour chauffer 570 000 appartements par an. Cette décision pourrait faire jurisprudence dans les autres provinces ayant adopté des restrictions similaires, comme le Québec, le Manitoba, ou encore les Maritimes.

Le Canada signe une lettre d'intention avec Nvidia lors de la visite son PDG à Toronto

Le ministre de l'Industrie François-Philippe Champagne a signé une lettre d'intention avec le PDG du géant californien de l'IA et des semi-conducteurs Nvidia, Jensen Huang, lors d'une rencontre organisée à Toronto. Le contenu de la lettre d'intention n'a pas été révélé au

public. Jensen Huang a néanmoins déclaré que le Canada cherchait à avoir accès à des technologies de semi-conducteur et d'IA de pointe pour y développer ses propres infrastructures. Le président de l'institut canadien des recherches avancées, Stephen Toope, a déclaré après la signature de cette lettre d'intention que le Canada avait besoin d'accélérer sur l'adoption de l'IA en entreprises. Il a rappelé que le Canada avait chuté de la 15^{ème} à la 23^{ème} place des pays avec les infrastructures d'IA les plus développées entre 2021 et 2023.

Ucore Rare Metals reçoit un soutien en R&D de 4,2 M CAD du gouvernement fédéral

Le député de Kingston, Mark Gerretsen, a annoncé au nom du Ministre de l'énergie et des ressources naturelles Jonathan Wilkinson un soutien en R&D de 4,2 M CAD (3M€) au profit de la société minière Ucore Rare Metals. Cet investissement devrait permettre de démontrer l'efficacité commerciale d'un nouveau brevet de séparation des éléments de terres rares. Financé dans le cadre du programme de recherche, de développement et de démonstration sur les minéraux critiques (CMRDD), le projet d'Ucore pourrait permettre au Canada de davantage intégrer la filière.

La compagnie d'assurances Fairfax subit une attaque du vendeur à découvert Muddy Waters

Le vendeur à découvert américain Muddy Waters a accusé la compagnie d'assurances et de réassurance canadienne Fairfax d'avoir surévalué son bilan de 4,5 Md CAD (3,2 Md€). Muddy Waters a mis en évidence dans un rapport 13 transactions douteuses de Fairfax, dont 4 qui impliquent le fonds de pension canadien OMERS. Muddy Waters affirme que 60 % de l'augmentation de la valeur comptable de Fairfax depuis 2017 « est le produit d'une comptabilité abusive provenant souvent de transactions non substantielles et destructrices de valeur. » A la suite de ces accusations, l'action de Fairfax a chuté de 12%.

Les résultats économiques de la semaine passée

Indicateur	Date de publication
Nouveaux permis de construire délivrés pour le mois de décembre	-14% d'un mois à l'autre contre +1,8% prévu
Purchasing Manager Index pour le mois de janvier 2024	56,5 contre 55 le mois précédent ; un indicateur supérieur à 50 indique des achats plus soutenus que le mois précédent
Résultats du commerce canadien pour l'année 2023	Déficit commercial de 1,4 Md CAD sur la balance des biens ; Déficit commercial de 14 Md CAD sur la balance des services
Emission d'obligation du gouvernement fédéral sur 2 ans	Emission à 4,077%
Résultats de l'enquête du marché du travail canadien pour le mois de janvier 2024	Taux de chômage en baisse de 5,9% à 5,7% ; croissance des salaires à 5,3% en glissement annuel contre 5,7% le mois précédent

L'agenda économique de la semaine prochaine

Indicateur	Date de publication
Ventes de nouveaux véhicules automobiles pour le mois de décembre 2023	14 février
Nouvelles mises en construction pour le mois de janvier 2024	15 février
Ventes de l'industrie manufacturière pour le mois de décembre 2023	15 février
Emission d'obligation du gouvernement fédéral à 5 ans	15 février
Vente en gros pour le mois de décembre 2023	16 février

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : Morgan Larhant, Maxime Augé, SER d'Ottawa

Rédaction : Jean-Toussaint Battestini, SER d'Ottawa

Abonnez-vous [aux brèves hebdomadaires des Services économiques français au Canada !](#)